



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



La Poste
Paris 11-12-20

Lundi 5 février 2024

Paysans, salariés du public et du privé :

C'EST AUX CAPITALISTES QU'IL FAUT S'EN PRENDRE !

Il n'aura fallu que quelques heures après les annonces d'Attal pour que la quasi-totalité des barrages d'agriculteurs, à l'appel de la FNSEA et de la Coordination rurale, soient levés. Seule la Confédération paysanne a appelé à poursuivre les actions, et là, la police de Darmanin est vite intervenue pour faire lever les barrages.

Attal a promis une « pause » sur le plan « Écophyto » de réduction des pesticides, de diminuer le nombre de jachères et de rétablir les subventions sur le gasoil non routier (GNR) pour les tracteurs. Bref, le gouvernement se sert de « l'écologie punitive » comme bouc-émissaire, pour mieux épargner les géants de l'agrobusiness, que ce soient les banques, les industries agro-alimentaires ou les grandes surfaces. Il leur est juste demandé de... mieux respecter la loi ! Une loi qui a bien montré qu'elle est incapable de garantir un revenu à ceux qui travaillent la terre.

Comment expliquer alors que les barrages routiers aient été si rapidement levés ? Tout simplement parce que, dans cette mobilisation, se trouvaient aussi bien les petits agriculteurs, écrasés par les dettes, vivant en dessous du Smic, pressurés par les grands capitalistes... que des dirigeants de véritables empires de l'agrobusiness, tel Arnaud Rousseau, le président de la FNSEA, dirigeant de la multinationale Avril – les huiles Lesieur, Isio4, Puget... Il est même le président du conseil d'administration de Sofiprotéol, une société de... crédit aux agriculteurs ! Pas étonnant que ces messieurs-là ne veuillent surtout pas qu'on s'en prenne aux banques et aux grands capitalistes.

**La colère paysanne a ravivé
la colère ouvrière**

Il n'empêche, l'explosion de colère des paysans a suscité une profonde sympathie chez les travailleurs et travailleuses. Le slogan « vivre et pas survivre » résonne avec la stagnation des salaires et la hausse des prix de la vie courante dans les villes. On pouvait

voir de nombreux clins d'œil aux blocages paysans dans les manifestations bien fournies de l'Éducation nationale du 1er février. Pour sûr que les mensonges, l'arrogance et le mépris de la nouvelle ministre, Amélie Oudéa-Castéra, ont dû jouer. Côté vie privée : elle contourne le système pour placer ses enfants à Stanislas, école privée de luxe, catholique intégriste. Côté vie publique : elle annonce de nouvelles mesures renforçant le tri social et l'encasernement de la jeunesse, avec les « groupes de niveau » dès le collège, et la généralisation du service national universel au lycée. Le tout sur fond d'établissements délabrés, de salaires qui stagnent et de crise de recrutement – ceci expliquant cela. Là encore, il faudrait déjà augmenter les salaires pour qu'on puisse recruter ! La grève a été particulièrement bien suivie jeudi dernier, et les suites sont en cours de discussion et de préparation dans les établissements. C'est bien la mobilisation de tout le secteur, de la maternelle au lycée, qui est posée.

Des mobilisations auront également lieu dans les jours et les semaines qui viennent à la SNCF, à la RATP, dans les centres de tri de la Poste. Là aussi, l'exigence, c'est l'augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail, pour pouvoir vivre dignement de son travail dans de bonnes conditions !

Pour un mouvement d'ensemble !

Cette ébullition vient de toutes celles et ceux qui n'en peuvent plus des fins de mois qui commencent le 5, qui n'en peuvent plus de se tuer à travailler pour ne pas gagner sa vie. Oui, plus que jamais, dans le public comme dans le privé, à la ville comme à la campagne, c'est l'augmentation générale des salaires et des revenus de ceux qui travaillent qui est à l'ordre du jour : 400 euros d'augmentation pour tous ! Pas un seul salaire en dessous de 2000 euros ! Et, pour imposer une telle mesure, c'est bien un mouvement d'ensemble des salariés, de la jeunesse et des paysans exploités qu'il faudra.

Ignoble et inacceptable

Un collègue en formation Formaposte a été mis dehors, alors qu'il a assuré une ligne chauffeur pendant plusieurs mois au plateau 11.

Au lieu de l'embaucher, la direction l'a prévenu à la dernière minute qu'elle n'avait « plus besoin de lui » ! Et ce n'est pas la première fois.

Voilà comment La Poste remplace des positions vacantes sans quasi rien déboursier.

On ose le mélange

Il paraît qu'il ne faut plus discuter entre collègues du 11^e, 12^e et 20^e ? La semaine dernière, des chefs étaient sur les dents pour nous empêcher de parler entre nous. Il y en a qui ont raté leur vocation de pion ?

Pas la peine qu'ils sortent le bâillon, entre nous il n'y a pas de frontière de langue, ni de géographie !

Déchargés mais pas bluffés

À la suite de notre mécontentement collectif aux lignes du 12, une position a été rajoutée pour nous décharger. La même chose aux tournées vélo du 11^e.

C'est bien le minimum et nous nous sommes fait respecter.

Ils pinaillent, nous ripostons

Il y a 15 jours, les collègues du 12^e sont montés dire leur mécontentement sur la prime trajet due par la direction à cause du déménagement. Celle-ci fait des calculs d'apothicaire depuis le mois d'octobre pour payer des sommes différentes aux uns et aux autres.

Nous avons bien raison d'être révoltés par la pingrerie de la direction qui nous impose des bouleversements. D'ailleurs, notre colère à tous devrait se propager contre nos salaires au rabais !

Une grève à étendre pour nos salaires

Mardi 6, les collègues des PIC de Cestas (33) et Lesquin (59) étaient en grève, avec quelques centres de distri alentour. Le ras-le-bol est de plus en plus fort contre les salaires insuffisants et plusieurs débrayages avaient eu lieu ces dernières semaines. Les grévistes ont décidé de marquer le coup en se mobilisant tous ensemble. Ils appellent tous les postiers à les rejoindre, car les bas salaires nous concernent tous et c'est par une large mobilisation que nous pouvons gagner.

Un appel est lancé pour le 15 février. À nous d'élargir le mouvement !

À la poste britannique, c'est le patron qui vient d'être viré !

Le président du *Post Office* a été démis de ses fonctions à la suite d'un scandale témoignant de tout le mépris patronal. Entre 1999 et 2015, des centaines de responsables des guichets avaient injustement été poursuivis pour vol, dont 236 ont fait de la prison et 4 se sont suicidés.

Sauf que le problème venait d'un logiciel, nommé Horizon, qui provoquait des erreurs de comptabilité, et que la direction refusait de mettre en cause. Ces postiers ont été traînés dans la boue et ont vécu plus de 20 ans de procédures judiciaires.

Le premier ministre Rishi Sunak a été obligé de reconnaître « une des plus grandes erreurs judiciaires » du pays... mais seulement après qu'une série télévisée *Mr Bates versus the PostOffice* a récemment dénoncé le scandale.

Nombre record de SDF

Selon le rapport annuel de la fondation Abbé Pierre, il y aurait actuellement 330 000 SDF, contre 143 000 en 2012. Le mal ne cesse de s'aggraver.

En outre, plus de 3 000 enfants dorment dehors tous les soirs et le nombre de ménages en attente d'un logement social n'a jamais été aussi élevé (2,42 millions). Quant à l'engagement d'Emmanuel Macron de 2017 à ne plus laisser un seul SDF dormir dehors, il a été remis au magasin des (nombreuses) promesses non tenues. Dans le même temps, il y a quelque trois millions de logements vacants dans le pays que les pouvoirs publics se refusent de réquisitionner.

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CONTRE LES POLITIQUES
ANTISOCIALES ET RACISTES
POUR REPRENDRE L'OFFENSIVE :

ORGANISONS-NOUS !

MEETING

DES
**RENCONTRES NATIONALES
OUVRIÈRES**

SAMEDI 10 FÉVRIER, 19H
Salle Colonne (94, bd Auguste Blanqui - Paris 13^{ème})